



**Raymond Chabot
Grant Thornton**

**Municipalité de
Saint-Aubert**

**États financiers
Au 31 décembre 2015**

Raymond Chabot Grant Thornton

S.E.N.C.R.L.

114, avenue de Gaspé Est

Saint-Jean-Port-Joli (Québec) G0R 3G0

Téléphone : 418 598-3331

Télécopieur : 418 598-3332

www.rcgt.com

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Aubert

Code géographique : 17055

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Serge Roussel, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Aubert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

Signature

Date

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Aubert,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Saint-Aubert et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Aubert et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Aubert inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A110424

Saint-Jean-Port-Joli

DATE 2016-04-13

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
1 Taxes	1 944 447	1 964 247	2 004 450				2 004 450
2 Compensations tenant lieu de taxes	6 067	6 089	5 841				5 841
3 Quotes-parts						7 118	
4 Transferts	220 453	186 339	197 733				197 733
5 Services rendus	131 230	127 370	141 031			10 684	151 715
6 Imposition de droits	48 560	43 190	42 170				42 170
7 Amendes et pénalités	8 113	4 500	10 473				10 473
8 Intérêts	10 955	5 350	12 823			273	13 096
9 Autres revenus	6 548		28 593			1 916	30 509
10	2 376 373	2 337 085	2 443 114			19 991	2 455 987
Investissement							
11 Taxes							
12 Quotes-parts							
13 Transferts	15 000						
14 Autres revenus			84 675				84 675
15 Contributions des promoteurs	21 116						
16 Autres							
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales							
17	36 116		84 675				84 675
18	2 412 489	2 337 085	2 527 789			19 991	2 540 662
Charges							
19 Administration générale	401 309	466 473	445 989		16 142	6 977	469 108
20 Sécurité publique	235 991	240 107	226 492		55 270		281 762
21 Transport	613 550	535 541	638 312		168 730		807 042
22 Hygiène du milieu	407 753	423 673	389 779		169 104	9 593	561 358
23 Santé et bien-être	52 863	21 298	23 968		124		24 092
24 Aménagement, urbanisme et développement	107 970	129 477	151 188		22 769		173 957
25 Loisirs et culture	160 052	164 063	204 252		36 795		241 047
26 Réseau d'électricité							
27 Frais de financement	63 738	71 053	67 913			878	68 791
28 Amortissement des immobilisations	458 348		468 934 (		468 934)		
29	2 501 574	2 051 685	2 616 827			17 448	2 627 157
30	(89 085)	285 400	(89 038)			2 543	(86 495)
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalisations 2014		Budget 2015		Réalisations 2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(89 085)	285 400	(89 038)	(86 495)	
Moins: revenus d'investissement	2	(36 116)	()	(84 675)	(84 675)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(125 201)	285 400	(173 713)	(171 170)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	458 348		468 934	473 826	
Produit de cession	5			1 916	1 916	
(Gain) perte sur cession	6			(1 916)	(1 916)	
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	458 348		468 934	473 826	
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			41 805	41 805	
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			41 805	41 805	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(132 067)	177 900	(172 915)	(174 864)	
	18	(132 067)	(177 900)	(172 915)	(174 864)	
Affectations						
Activités d'investissement	19	(165 185)	(97 500)	(135 759)	(135 759)	
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	66 320				
Excédent de fonctionnement affecté	21	17 901		10 095	10 095	
Réserves financières et fonds réservés	22		(10 000)	(10 000)	(10 000)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(11 300)		(11 000)	(15 541)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(92 264)	(107 500)	(156 759)	(151 205)	
	26	234 017	(285 400)	181 065	189 562	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	108 816		7 352	18 392	

∞ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	36 116			84 675		84 675
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
Ajouter (déduire)							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(4 155)	(7 500)	(9 306)	(9 306)	(9 306)	
Sécurité publique	3	(11 809)	(5 000)	(6 130)	(6 130)	(6 130)	
Transport	4	(36 457)	(83 000)	(70 614)	(70 614)	(70 614)	
Hygiène du milieu	5	(64 051)	()	(2 048)	(2 048)	(2 048)	
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	
Aménagement, urbanisme et développement	7	(53 217)	()	(886)	(886)	(886)	
Loisirs et culture	8	(195 063)	(2 000)	(146 923)	(146 923)	(146 923)	
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	
	10	(364 752)	(97 500)	(235 907)	(235 907)	(235 907)	
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	(84 862)	()	()	()	()	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()	
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	858 300					
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	165 185	97 500	135 759			135 759
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	161 257		31 395			31 395
Excédent de fonctionnement affecté	16						
Réserves financières et fonds réservés	17	32 460					
	18	358 902	97 500	167 154			167 154
	19	767 588		(68 753)			(68 753)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	803 704		15 922			15 922

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalisations 2014		Budget 2015		Réalisations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(89 085)	285 400		(89 038)	2 543	(86 495)
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(	364 752)	(	97 500)	(	235 907)
Produit de cession	3					1 916	1 916
Amortissement	4		458 348		468 934	4 892	473 826
(Gain) perte sur cession	5					(1 916)	(1 916)
Réduction de valeur / Reclassement	6						
	7	93 596	(97 500)		233 027	4 892	237 919
Variation des propriétés destinées à la revente	8	278 741			41 805		41 805
Variation des stocks de fournitures	9	8 387			(21 278)	3	(21 275)
Variation des autres actifs non financiers	10	(13 102)			21 155	(1)	21 154
	11	274 026			41 682	2	41 684
	12	278 537	187 900		185 671	7 437	193 108
Gains (pertes) de réévaluation nets	13						
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	278 537	187 900		185 671	7 437	193 108
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(1 794 192)			(1 879 258)	(98 470)	(1 977 728)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(363 603)			(9)	(3)	(12)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(2 157 795)			(1 879 267)	(98 473)	(1 977 740)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(1 879 258)			(1 693 596)	(91 036)	(1 784 632)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2014		2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
Encaisse	1	433 522	516 079	569 024
Placements temporaires	2			
Débiteurs (note 5)	3	372 398	340 430	341 936
Prêts (note 6)	4		1 506	
Placements de portefeuille (note 7)	5			
Participations dans des entreprises municipales	6			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7			
Autres actifs financiers (note 9)	8			
	9	805 920	856 509	54 451
				910 960
PASSIFS				
Découvert bancaire	10			
Emprunts temporaires (note 10)	11			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	161 122	179 119	118 342
Revenus reportés (note 12)	13	32 992	61 295	297 461
Dette à long terme (note 13)	14	2 491 064	2 309 691	61 295
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		27 145	2 336 836
	16	2 685 178	2 550 105	145 487
				2 695 592
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(1 879 258)	(1 693 596)	(91 036)
				(1 784 632)
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations (note 15)	18	7 448 476	7 215 450	40 541
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	228 388	186 583	7 255 991
Stocks de fournitures	20	14 131	35 409	186 583
Autres actifs non financiers (note 17)	21	44 973	23 818	1 504
	22	7 735 968	7 461 260	39
				23 857
				7 503 344
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	128 654	50 188	34 605
Excédent de fonctionnement affecté	24	214 689	269 109	5 003
Réserves financières et fonds réservés	25	352 299	362 299	362 299
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(288 700)	(277 700)	(101 956)
Financement des investissements en cours	27	(15 916)		(379 656)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	5 465 684	5 363 768	13 396
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29			5 377 164
	30	5 856 710	5 767 664	(48 952)
				5 718 712

¹¹ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations 2014		Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(89 085)	(89 038)	2 543	(86 495)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	458 348	468 934	4 892	473 826
Autres					
- Variation conso	3	(363 603)	(9)	(3)	(12)
- Gain sur cession d'immobilisat	4			(1 916)	(1 916)
	5	5 660	379 887	5 516	385 403
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(21 436)	31 968	(259)	31 709
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(108 498)	17 997	(3 592)	14 405
Revenus reportés	9	5 092	28 303		28 303
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11	278 741	41 805		41 805
Stocks de fournitures	12	8 387	(21 278)	3	(21 275)
Autres actifs non financiers	13	(13 102)	21 155	(1)	21 154
	14	154 844	499 837	1 667	501 504
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	364 752) (	235 907) (	) (	235 907)
Produit de cession	16			1 916	1 916
	17	(364 752)	(235 907)	1 916	(233 991)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	) (	) (	)
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 (	) (	) (	) (	)
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22				
	23				
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	858 300			
Remboursement de la dette à long terme	25 (	143 366) (	183 915) (	1 949) (	185 864)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(519 600)			
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(3 406)	2 542		2 542
Autres	28				
-	29				
	30	191 928	(181 373)	(1 949)	(183 322)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(17 980)	82 557	1 634	84 191
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	451 502	433 522	51 311	484 833
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	433 522	516 079	52 945	569 024

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalisations 2014 Administration municipale	Budget 2015 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2015 Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	570 666	593 712	592 018	8 710
Charges sociales	2	109 417	108 037	116 058	1 347
Biens et services	3	990 186	939 461	1 111 168	1 621
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	58 809	65 953	63 788	878
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6				
D'autres tiers	7		2 500		
Autres frais de financement	8	4 929	2 600	4 125	4 125
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	218 605	294 232	239 670	239 670
Autres	10	34 100			
Autres organismes	11	31 131	19 665		
Amortissement des immobilisations	12	458 348		468 934	4 892
Autres					
- Autres	13	25 383	25 525	21 066	21 066
-	14				
-	15				
	16	2 501 574	2 051 685	2 616 827	17 448
					2 627 157

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations	
		2015	2014
Revenus			
Taxes	1	2 004 450	1 944 447
Compensations tenant lieu de taxes	2	5 841	6 067
Quotes-parts	3		
Transferts	4	197 733	235 453
Services rendus	5	151 715	131 230
Imposition de droits	6	42 170	48 560
Amendes et pénalités	7	10 473	8 113
Intérêts	8	13 096	11 336
Autres revenus	9	115 184	27 664
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	2 540 662	2 412 870
Charges			
Administration générale	12	469 108	424 114
Sécurité publique	13	281 762	291 437
Transport	14	807 042	774 793
Hygiène du milieu	15	561 358	571 724
Santé et bien-être	16	24 092	53 225
Aménagement, urbanisme et développement	17	173 957	130 711
Loisirs et culture	18	241 047	193 669
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	68 791	64 674
	21	2 627 157	2 504 347
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(86 495)	(91 477)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	5 805 218	5 896 696
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24	(11)	(1)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	5 805 207	5 896 695
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	5 718 712	5 805 218

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations	
		2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(86 495)	(91 477)
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(235 907)	(364 823)
Produit de cession	3	1 916	
Amortissement	4	473 826	464 661
(Gain) perte sur cession	5	(1 916)	
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	237 919	99 838
Variation des propriétés destinées à la revente	8	41 805	278 741
Variation des stocks de fournitures	9	(21 275)	8 778
Variation des autres actifs non financiers	10	21 154	(13 099)
	11	41 684	274 420
	12	193 108	282 781
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	193 108	282 781
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(1 977 728)	(1 896 907)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(12)	(363 602)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(1 977 740)	(2 260 509)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(1 784 632)	(1 977 728)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	569 024	484 833
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	341 936	373 645
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	910 960	858 478
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	297 461	283 056
Revenus reportés (note 12)	13	61 295	32 992
Dette à long terme (note 13)	14	2 336 836	2 520 158
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	2 695 592	2 836 206
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(1 784 632)	(1 977 728)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	7 255 991	7 493 909
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	186 583	228 388
Stocks de fournitures	20	36 913	15 638
Autres actifs non financiers (note 17)	21	23 857	45 011
	22	7 503 344	7 782 946
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	5 718 712	5 805 218

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(86 495)	(91 477)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	473 826	464 661
Autres			
- Variation conso	3	(12)	(363 602)
- Gain sur cession d'immobilisat	4	(1 916)	
	5	385 403	9 582
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	31 709	(20 359)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	14 405	(112 502)
Revenus reportés	9	28 303	5 092
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	41 805	278 741
Stocks de fournitures	12	(21 275)	8 778
Autres actifs non financiers	13	21 154	(13 099)
	14	501 504	156 233
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(235 907)	(364 823)
Produit de cession	16	1 916	
	17	(233 991)	(364 823)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		170
	23		170
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24		858 300
Remboursement de la dette à long terme	25	(185 864)	(145 261)
Variation nette des emprunts temporaires	26		(519 600)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	2 542	(3 406)
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(183 322)	190 033
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	31	84 191	(18 387)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	32	484 833	503 220
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	33	569 024	484 833

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec depuis le 10 juin 1857.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses du partenariat dans la Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de l'Anse-à-Gilles auquel elle participe dans une proportion de 10,95 % (10,95 % en 2014). Cette consolidation se fait ligne par ligne. La Régie intermunicipale de l'Islet-Montmagny, laquelle la municipalité participe dans une proportion de 3,86 % (4,07 % en 2014) n'a pas été consolidée dû au faible impact qu'elle aurait eu sur les états financiers dans leur ensemble.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements

Les placements temporaires, qui sont constitués de dépôts à terme et d'autres titres, ainsi que les placements à long terme à titre d'investissement et les placements à long terme à des fins de trésorerie sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La municipalité prendra en charge sa quote-part des coûts de fermeture et

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction du nombre de mètres cubes utilisés.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Taux

Infrastructuresde 2,5 % à 10 %

Bâtimentsde 2,5 % à 3,33 %

Véhiculesde 5 % à 10 %

Machinerie, outillage et équipement diversde 5 % à 14,29 %

Ameublement et équipement de bureaude 10 % à 33 %

Améliorations locatives6,67 %

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement : le montant correspondant aux flux actualisés des coûts de postfermeture.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

3. Modification de méthodes comptables

Passif au titre des sites contaminés

Au cours de l'exercice, la municipalité (Ville) a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260, « Passif au titre des sites contaminés ».

L'adoption de cette nouvelle norme, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2014, n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la municipalité au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	569 024	433 522
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	96 799	87 494
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	73 386	133 689
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	15 155	68 672
Organismes municipaux	8	5 839	23 489
Autres			
- Divers clients	9	143 512	55 206
- intérêts	10	7 245	5 095
	11	341 936	373 645
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27		
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	8 384	9 526
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33	8 384	9 526
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
La municipalité bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 750 000\$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0.50 % et est renégociable annuellement. Au 31 décembre 2015, le taux est de 3.2 %. (3.5 % en 2014)			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	97 227	106 721
Salaires et avantages sociaux	38	34 379	29 612
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	115 303	119 844
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
-	43		
- Dû sur immob	44	17 769	
- Intérêts courus	45	9 252	10 069
- Autres	46	23 531	16 810
-	47		
	48	297 461	283 056
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49	56 503	28 200
Transferts	50		
Autres			
- projet usine de filtration	51	4 792	4 792
-	52		
	53	61 295	32 992
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015					2014	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,95	4,00	2016	2019	54	2 281 546	2 461 395
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux	2,86	2,86	2017	2017	59	61 564	67 579
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	2 343 110	2 528 974
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(6 274)	(8 816)
					64	2 336 836	2 520 158

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets			Autres dettes à long terme			Total 2015	
	Avec fonds	Sans fonds		Location-	Autres			
	d'amortissement	d'amortissement		acquisition				
2016	65	73	225 347	81	90	6 211	98	231 558
2017	66	74	191 449	82	91	6 403	99	197 852
2018	67	75	708 850	83	92	48 950	100	757 800
2019	68	76	1 155 900	84	93		101	1 155 900
2020	69	77		85	94		102	
2021 et +	70	78		86	95		103	
	71	79	2 281 546	87	96	61 564	104	2 343 110
Intérêts et frais accessoires				88(	)		105(	)
	72	80	2 281 546	89	97	61 564	106	2 343 110

Note

	2015		2014	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	107	(1 784 632)	108	(1 977 728)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	109		110	
Autres				
	110	(1 784 632)	111	(1 977 728)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	111	2 791 853	139		166		193	2 791 853	
Eaux usées	112	2 537 885	140		167		194	2 537 885	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	4 159 365	141	2 657	168	(1)	195	4 162 023	
Autres	114	636 845	142	702	169		196	637 547	
Réseau d'électricité	115		143		170		197		
Bâtiments	116	1 314 531	144	9 105	171		198	1 323 636	
Améliorations locatives	117		145		172		199		
Véhicules	118	1 341 670	146	58 314	173		200	1 399 984	
Ameublement et équipement de bureau	119	221 093	147	13 057	174	750	201	233 400	
Machinerie, outillage et équipement divers	120	557 547	148	8 900	175	23 938	202	542 509	
Terrains	121	742 038	149		176		203	742 038	
Autres	122		150		177		204		
	123	14 302 827	151	92 735	178	24 687	205	14 370 875	
Immobilisations en cours	124	180 744	152	143 172	179		206	323 916	
	125	14 483 571	153	235 907	180	24 687	207	14 694 791	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	126	1 689 088	154	69 468	181		208	1 758 556	
Eaux usées	127	1 285 965	155	69 915	182		209	1 355 880	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	1 558 162	156	129 251	183		210	1 687 413	
Autres	129	437 844	157	28 813	184		211	466 657	
Réseau d'électricité	130		158		185		212		
Bâtiments	131	553 674	159	33 865	186		213	587 539	
Améliorations locatives	132		160		187		214		
Véhicules	133	801 629	161	106 113	188		215	907 742	
Ameublement et équipement de bureau	134	200 153	162	13 613	189	750	216	213 016	
Machinerie, outillage et équipement divers	135	463 147	163	22 788	190	23 938	217	461 997	
Autres	136		164		191		218		
	137	6 989 662	165	473 826	192	24 688	219	7 438 800	
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	7 493 909					220	7 255 991	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	221		224		226		228		
Amortissement cumulé	222	()	225	()	227	()	229	()	
Valeur comptable nette	223						230		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231	186 583	228 388
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233		
	234	186 583	228 388
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	186 583	228 388
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	23 857	45 011
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	23 857	45 011
Note			

18. Obligations contractuelles

La municipalité s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'Habitation du Québec.

La municipalité s'est engagée par résolution à verser un montant total de 9 974 \$ en 2016 pour du déneigement.

La municipalité s'est engagée à verser des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) pour un montant de 2 651 \$ en 2016

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de l'Islet. Au 31 décembre 2015, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 77 099 \$.

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de l'Anse-à-Gilles. Au 31 décembre 2015, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 27 145 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'administration municipale présente des états financiers consolidés qui comportent une comparaison avec un budget non consolidé faute des renseignements nécessaires.

22. Instruments financiers

S.O.

		2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	241	569 024	484 833
Découvert bancaire	242	()	()
Placements temporaires	243		
<i>Ajouter</i>			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
<i>Déduire</i>			
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
-	253	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	254	569 024	484 833
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

24. Fonds local d'investissement**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	259

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261

	262
--	-----

Autres charges	263
----------------	-----

	264
--	-----

Excédent (déficit) de l'exercice	265
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	(	)
	271		
	272		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273
Revenus reportés	274
Dette à long terme	275
	276

Solde du Fonds local d'investissement	277
--	------------

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<u>285</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<u>288</u>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<u>291</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	292
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	(	)
	<u>298</u>		
	<u>299</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<u>303</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<u>306</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<u>309</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	84 793	157 224
Excédent de fonctionnement affecté	2	274 112	224 784
Réserves financières et fonds réservés	3	362 299	352 299
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	379 656) (	395 196)
Financement des investissements en cours	5		(15 916)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	5 377 164	5 482 023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	5 718 712	5 805 218
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	50 188	128 654
Organismes contrôlés	10	34 605	28 570
	11	84 793	157 224
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	12		
- Récupération	13	34 251	34 251
- Caserne	14	108 358	53 938
- Lit séchage	15	126 500	126 500
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	269 109	214 689
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Budget	22	5 003	10 095
-	23		
-	24		
	25	5 003	10 095
	26	274 112	224 784
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	60 003	50 003
Fonds parcs et terrains de jeux	34		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	302 296	302 296
Financement des activités de fonctionnement	38		
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
-	41		
-	42		
-	43		
-	44		
	45	362 299	352 299
	46	362 299	352 299

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	48 (	) (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 (	) (
Régimes non capitalisés	50 (	) (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) (
Autres	52 (	) (
Régimes non capitalisés	53 (	) (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 (101 956)	(106 496)
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 (	) (
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	57 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 (	) (
Autres		
-	59 (	) (
-	60 (	) (
	61 (101 956)	(106 496)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 (	) (
Autre financement	63 (277 700)	(288 700)
	64 (379 656)	(395 196)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 (	) (15 916)
	67	(15 916)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 7 255 991	7 493 909
Propriétés destinées à la revente	69 186 583	228 388
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 7 442 574	7 722 297
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 2 336 836	2 520 158
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 6 274	8 816
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (	) (
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 (	) (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (277 700)	(288 700)
	79 2 065 410	2 240 274
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 2 065 410	2 240 274
	82 5 377 164	5 482 023

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u> </u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements			

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice	5 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Cotisations versées par l'employeur	6 <u> </u>	<u> </u>
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u> </u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 <u> </u>	<u> </u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 <u> </u>	<u> </u>
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u> </u>	<u> </u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 <u> </u>	<u> </u>
Provision pour moins-value	13 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u> </u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u> </u>	<u> </u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u> </u>	<u> </u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 <u> </u>	<u> </u>
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u> </u>	<u> </u>
Cotisations salariales des employés	21 <u> </u>	<u> </u>
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26 <u> </u>	<u> </u>
Variation de la provision pour moins-value	27 <u> </u>	<u> </u>
Autres	28 <u> </u>	<u> </u>
-	29 <u> </u>	<u> </u>
-	30 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u> </u>	<u> </u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 <u> </u>	<u> </u>
Rendement espéré des actifs	33 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice	35 <u> </u>	<u> </u>
	36 <u> </u>	<u> </u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

2015

2014

Informations complémentaires

Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9			
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53		
Autres hypothèses économiques			
-	54		
-	55		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	_____	57	_____	58	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs			
Passif au début de l'exercice	59	(_____)	(_____)
Charge de l'exercice	60	(_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61		
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64		
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	()
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

REER collectif

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	93	<u>8 384</u>	<u>9 526</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 ☐ Oui
 95 ☒ Non

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96	<u> </u>	<u> </u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM	97	<u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	98	<u> </u>	<u> </u>
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99	<u> </u>	<u> </u>
	100	<u> </u>	<u> </u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dettes à long terme	1	2 309 691
---------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	302 296
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	2 007 395
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	27 145
---	----	--------

Endettement net à long terme	16	2 034 540
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	77 099
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	2 111 639
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 111 639
---	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2015	2015	2015	2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	1 611 223	1 637 147	1 637 147	1 561 059
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8	12 699	12 857	12 857	14 419
	9	1 623 922	1 650 004	1 650 004	1 575 478
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	45 356	45 738	45 738	48 332
Égout	11	65 038	65 657	65 657	69 195
Traitement des eaux usées	12	42 000	46 825	46 825	53 938
Matières résiduelles	13	147 415	149 555	149 555	150 176
Autres					
-Sécurité incendie	14	40 516	40 452	40 452	40 561
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		6 219	6 219	6 767
Service de la dette	18				
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	340 325	354 446	354 446	368 969
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	340 325	354 446	354 446	368 969
	26	1 964 247	2 004 450	2 004 450	1 944 447

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	2015	2015	2015	2014
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	4 500	3 641	3 641
	35	4 500	3 641	4 478
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	4 500	3 641	3 641
				4 478
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	578	1 092	1 092
Taxes sur une autre base				578
Taxes, compensations et tarification	42	1 011	1 108	1 108
Taxes d'affaires	43			1 011
	44	1 589	2 200	2 200
				1 589
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises				
autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	6 089	5 841	5 841
				6 067

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	139 088	129 088	129 088
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59	47 251	20 000	10 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	12 498	12 498	12 091
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			200
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	186 339	161 586	151 379

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			15 000
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129			15 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	36 147	36 147	69 074
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	36 147	36 147	69 074
TOTAL DES TRANSFERTS	139	186 339	197 733	235 453

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2015	2015	2015	2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142		114	
	143		114	
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	5 789	5 789	6 570
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	5 789	5 789	6 570
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	772	772	555
Enlèvement de la neige	150	300	300	300
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	1 072	1 072	855
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	31 167	26 904	30 143
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160	26 775	24 823	27 899
Tri et conditionnement	161	2 400		
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	60 342	51 727	62 204
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	60 342	58 588	69 179
				65 467

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	182		4 111	4 111	2 185
Sécurité publique	183				
Transport					
Réseau routier	184				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	185				
Transport adapté	186				
Transport scolaire	187				
Autres	188				
Autres	189	4 364	3 366	3 366	10 512
Hygiène du milieu	190	31 860	44 275	44 368	4 458
Santé et bien-être	191	9 179	780	780	19 165
Aménagement, urbanisme et développement	192		3 887	3 887	200
Loisirs et culture	193	21 625	26 024	26 024	29 243
Réseau d'électricité	194				
	195	67 028	82 443	82 536	65 763
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	127 370	141 031	151 715	131 230
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	197	6 190	7 946	7 946	6 825
Droits de mutation immobilière	198	37 000	34 224	34 224	41 735
Droits sur les carrières et sablières	199				
Autres	200				
	201	43 190	42 170	42 170	48 560
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	4 500	10 473	10 473	8 113
INTÉRÊTS	203	5 350	12 823	13 096	11 336
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			1 916	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		22 775	22 775	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206				
Contributions des promoteurs	207		84 675	84 675	21 116
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208				
Contributions des organismes municipaux	209				
Autres contributions	210				
Autres	211		5 818	5 818	6 548
	212		113 268	115 184	27 664

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2015	2014
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	64 627	60 869	60 869	61 378	61 827
Application de la loi	2	2 000	800	800	800	450
Gestion financière et administrative	3	320 756	306 681	16 142	329 291	298 025
Greffe	4	5 350	4 335	4 335	4 335	
Évaluation	5	65 580	65 607	65 607	65 607	55 711
Gestion du personnel	6	1 000	1 014	1 014	1 014	491
Autres	7	7 160	6 683	6 683	6 683	7 610
	8	466 473	445 989	16 142	469 108	424 114
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	140 216	146 435	146 435	146 435	158 616
Sécurité incendie	10	99 171	80 039	55 270	135 309	132 397
Sécurité civile	11	220	18	18	18	424
Autres	12	500				
	13	240 107	226 492	55 270	281 762	291 437
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	294 247	377 831	144 731	522 562	527 646
Enlèvement de la neige	15	224 264	242 148	23 508	265 656	230 559
Éclairage des rues	16	12 125	12 319	491	12 810	12 151
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	4 905	6 014		6 014	4 437
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	535 541	638 312	168 730	807 042	774 793

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalisations 2015	Réalisations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	38 938	32 284	24 608	56 892	56 892	51 824
Réseau de distribution de l'eau potable	8 350	6 107	45 862	51 969	51 969	53 422
Traitement des eaux usées	119 147	109 923	53 492	163 415	163 415	179 585
Réseaux d'égout	39 140	41 755	15 860	57 615	57 615	56 352
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	57 170	53 157	28 522	81 679	74 560	77 194
Élimination	64 300	61 483		61 483	71 077	63 247
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	46 702	39 111		39 111	39 111	43 795
Tri et conditionnement	25 527	23 618		23 618	23 618	24 842
Matières organiques						
Collecte et transport						
Traitement						
Matériaux secs						
Autres						
Plan de gestion						
Autres						
Cours d'eau	3 436	3 669	404	4 073	4 073	6 000
Protection de l'environnement	20 963	18 672	356	19 028	19 028	15 463
Autres						
	423 673	389 779	169 104	558 883	561 358	571 724
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	6 113	11 171		11 171	11 171	41 451
Sécurité du revenu						
Autres	15 185	12 797	124	12 921	12 921	11 774
	21 298	23 968	124	24 092	24 092	53 225
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	70 910	59 572	651	60 223	60 223	68 207
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	3 377	726		726	726	806
Autres biens	9 000	44 700	18 064	62 764	62 764	18 301
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	43 690	43 690	4 054	47 744	47 744	42 553
Tourisme	2 500	2 500		2 500	2 500	744
Autres						
	129 477	151 188	22 769	173 957	173 957	130 711

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalisations 2015	Réalisations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	49 564	92 473	11 974	104 447	104 447
Patinoires intérieures et extérieures	54	21 633	19 204	3 627	22 831	22 831
Piscines, plages et ports de plaisance	55	10 811	7 850		7 850	7 850
Parcs et terrains de jeux	56	48 064	54 028	13 848	67 876	67 876
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	9 300	7 014		7 014	7 014
	60	139 372	180 569	29 449	210 018	210 018
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	17 491	16 676	7 346	24 022	24 022
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	7 200	7 007		7 007	7 007
	66	24 691	23 683	7 346	31 029	31 029
	67	164 063	204 252	36 795	241 047	241 047
						193 669
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	65 953	63 788		63 788	64 666
Autres frais	70	2 500				
Autres frais de financement	71					
Avantages sociaux futurs	72	2 600	4 125		4 125	4 125
Autres	73	71 053	67 913		67 913	68 791
						64 674
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74		468 934	(468 934)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
 Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Aubert,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Municipalité de Saint-Aubert (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur CA, permis de comptabilité publique no A110424

Saint-Jean-Port-Joli

DATE 2016-04-13

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	2 015 309
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	10 859
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10 859
Revenus de taxes	11	2 004 450

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	2 004 450
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
Total partiel	4	<u>2 004 450</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	6 219
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
	10	<u>6 219</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>1 998 231</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1 159 270 800
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2 160 609 500
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 159 940 150

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 1 998 231
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 159 940 150
Taux global de taxation réel de 2015	6 1 , 2 4 9 4 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			3 610
Usines de traitement de l'eau potable	2			1 002
Usines et bassins d'épuration	3			28 783
Conduites d'égout	4			3 610
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	25 000	2 657	2 657
Ponts, tunnels et viaducs	7			64 364
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	40 000		5 894
Autres infrastructures	11		7 763	7 763
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	2 500	51 047	51 047
Édifices communautaires et récréatifs	14			183 713
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		58 314	58 314
Ameublement et équipement de bureau	18	6 000	13 058	13 058
Machinerie, outillage et équipement divers	19	24 000	8 900	8 900
Terrains	20		94 168	94 168
Autres	21			924
	22	97 500	235 907	235 907
				364 823

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			1 002
Usines et bassins d'épuration	25			28 783
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		10 420	10 420
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			3 610
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			3 610
Autres infrastructures	32			70 258
Autres immobilisations	33		225 487	225 487
	34		235 907	235 907
				364 823

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	2 461 395		179 849	2 281 546
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4	67 579		6 015	61 564
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	2 528 974		185 864	2 343 110
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	302 296			302 296
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	2 226 678		185 864	2 040 814
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	2 528 974		185 864	2 343 110
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25				
	26	2 528 974		185 864	2 343 110
Dettes en cours de refinancement	27 (			(	
Reclassement / Redressement	28				
	29	2 528 974		185 864	2 343 110

Note

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale					
Application de la loi	1	10 720	10 720	10 720	10 159
Évaluation	2	65 580	65 607	65 607	55 711
Autres	3	69 003	69 003	69 003	62 469
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	17 744	17 744	17 744	17 410
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	38 938			
Matières résiduelles	12	13 821	13 906	13 906	13 059
Cours d'eau	13	2 861	2 861	2 861	3 243
Protection de l'environnement	14				
Autres	15	10 150			
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	16 139	16 139	16 139	17 933
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	43 690	43 690	43 690	38 621
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	5 586			
Réseau d'électricité	24				
	25	294 232	239 670	239 670	218 605

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Cadres et contremaîtres	1	1,10	40,00	75 421	14 581
Professionnels	2				90 002
Cols blancs	3	4,42	35,00	194 502	37 547
Cols bleus	4	7,17	40,00	256 754	60 823
Policiers	5				317 577
Pompiers	6	17,00	2,00	26 907	1 215
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				28 122
Élus	8	29,69		553 584	114 166
	9	7,00		38 434	1 892
	10	36,69		592 018	116 058
					708 076

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Gouvernement du Québec			MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement	Gouvernement du Canada		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	197 733			197 733
	17	197 733			197 733

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Charges avant amortissement	Amortissement des immo- bilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=		
Administration générale						
Application de la loi	1 800	27	53	79	800	131
Évaluation	65 607	28	54	80	65 607	132
Autres	379 582	29	55	81	391 613	133
				4 111		13 170
	4 445 989	30	56	82	458 020	134
				4 111		13 170
Sécurité publique						
Police	146 435	31	57	83	146 435	135
Sécurité incendie	80 039	32	58	84	129 520	136
Sécurité civile	18	33	59	85	18	137
Autres		34	60	86		138
	226 492	35	61	87	275 973	139
				5 789		8 927
Transport						
Réseau routier						
Voirie municipale	377 831	36	62	88	521 790	140
Enlèvement de la neige	242 148	37	63	89	265 356	141
Autres	12 319	38	64	90	12 810	142
Transport collectif	6 014	39	65	91	6 014	143
Autres		40	66	92	(3 366)	144
	638 312	41	67	93	802 604	145
				4 438		8 759
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	32 284	42	68	94	56 892	146
Réseau de distribution de l'eau potable	6 107	43	69	95	51 969	147
Traitement des eaux usées	109 923	44	70	96	121 346	148
Réseaux d'égout	41 755	45	71	97	57 615	149
Matériaux résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	114 640	46	72	98	116 258	150
Matériaux recyclables	62 729	47	73	99	37 906	151
Autres		48	74	100		152
Cours d'eau	3 669	49	75	101	4 073	153
Protection de l'environnement	18 672	50	76	102	19 028	154
Autres		51	77	103	(2 206)	155
	389 779	52	78	104	462 881	156
				96 002		21 388

S44-2

36-2

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	235 907	359 424
Frais de financement	4		5 328
Autres	5		
	6	235 907	364 752

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	128 654	462 103
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(3)	1
Solde redressé au début de l'exercice	3	128 651	462 104
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	7 352	108 816
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(66 320)
Activités d'investissement	6	(31 395)	(161 257)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(54 420)	(214 689)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(78 463)	(333 450)
Solde à la fin de l'exercice	12	50 188	128 654
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	214 689	17 901
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	214 689	17 901
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(17 901)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	54 420	214 689
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	54 420	196 788
Solde à la fin de l'exercice	22	269 109	214 689
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	352 299	384 759
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	352 299	384 759
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	10 000	
Activités d'investissement	27		(32 460)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	10 000	(32 460)
Solde à la fin de l'exercice	31	362 299	352 299

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**2015****2014**

Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(288 700)	(300 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(288 700)	(300 000)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39	()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40	()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	41	()	()
Utilisation du fonds de roulement	42	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	()	()
Autres	44	()	()
	45	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	46	()	()
Autre financement	47	()	()
	48	()	()
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50	11 000	11 300
	51	11 000	11 300
Solde à la fin de l'exercice	52	(277 700)	(288 700)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	53	(15 916)	(819 620)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	(6)	
Solde redressé au début de l'exercice	55	(15 922)	(819 620)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56	15 922	803 704
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57		
Excédent de fonctionnement affecté	58		
Réserves financières et fonds réservés	59		
	60	15 922	803 704
Solde à la fin de l'exercice	61		(15 916)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	62	5 465 684	6 200 654
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63		
Solde redressé au début de l'exercice	64	5 465 684	6 200 654
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	65		
Excédent de fonctionnement affecté	66		
Variation résiduelle de l'exercice	67	(101 916)	(734 970)
Solde à la fin de l'exercice	68	5 363 768	5 465 684

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	100 000
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	100 000
Diminution	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	100 000

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
Montant non réservé	1	2	3	4	5 (	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 (	13	14
	15	16	17	18	19 (	20	21
		302 296					302 296

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	2015		2014
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Taxes générales****Du 100 \$ d'évaluation**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	1 , 0 2 5 0 \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	, \$
Catégorie des immeubles industriels	5	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	, \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	, \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	, \$
Catégorie des immeubles industriels	12	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	, \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	, \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	, \$
Catégorie des immeubles industriels	19	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	, \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	, \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	, \$
Catégorie des immeubles industriels	26	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	, \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
 (Montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	1 4 5 , 0 0	\$
Égout	2	2 7 5 , 0 0	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	1 0 2 , 5 0	\$
Matières résiduelles	5	1 5 5 , 0 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Compensation services municipaux	,5100	1	
Sécurité incendie	28,0000	4	
Financement eau potable	45,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☐	4 ☒	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 ☐	6 ☒	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 ☒	8 ☐	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	10 859 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	2 651 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 ☐	12 ☒	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 ☒	16 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	17	86 764 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 ☐	19 ☒	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	1 000	22

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23	24 ☒	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25	26	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27	28	29 ☒
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30	31 ☒	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32	33 ☒	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 14, rue des Loisirs
(no) (rue)
Saint-Aubert (Québec) G0R 2R0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 598-3368
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 598-3369
(ind. rég.) (numéro)

Courriel administration@saint-aubert.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom M. Serge Roussel

Téléphone (418) 598-3368
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 598-3369
(ind. rég.) (numéro)

Courriel administration@saint-aubert.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton, SENCRL

Titre Comptables Professionnels Agréés

Adresse 114, avenue de Gaspé Est
(no) (rue)
Saint-Jean-Port-Joli (Québec) G0R 3G0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 598-3331
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 598-3332
(ind. rég.) (numéro)

Courriel boucher.donald@rcgt.com

Responsable du dossier M. Donald Boucher, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom

Titre

Adresse
(no) (rue)
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur
(ind. rég.) (numéro)

Courriel

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Serge Roussel, atteste que le rapport financier consolidé
de Saint-Aubert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,
a été déposé à la séance du conseil du _____ .
(Date)

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont
détenues par Saint-Aubert .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Aubert consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée
appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que
Saint-Aubert détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue
selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de _____ (86 495) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de _____ 1,2494 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-06 11:30:06

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Aubert

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	2 376 373	2 337 085	2 443 114	19 991	2 455 987
Investissement	2	36 116		84 675		84 675
	3	2 412 489	2 337 085	2 527 789	19 991	2 540 662
Charges						
	4	2 501 574	2 051 685	2 616 827	17 448	2 627 157
Excédent (déficit) de l'exercice						
	5	(89 085)	285 400	(89 038)	2 543	(86 495)
Moins : revenus d'investissement	6	(36 116)	()	(84 675)	()	(84 675)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales						
	7	(125 201)	285 400	(173 713)	2 543	(171 170)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	458 348		468 934	4 892	473 826
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(132 067)	(177 900)	(172 915)	(1 949)	(174 864)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(165 185)	(97 500)	(135 759)	()	(135 759)
Excédent (déficit) accumulé	12	72 921	(10 000)	(21 000)	5 554	(15 446)
Autres éléments de conciliation	13			41 805		41 805
	14	234 017	(285 400)	181 065	8 497	189 562
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales						
	15	108 816		7 352	11 040	18 392

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.
Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	372 398	340 430	341 936
Autres	2	433 522	516 079	569 024
	3	805 920	856 509	910 960
Passifs				
Dette à long terme	4	2 491 064	2 309 691	2 336 836
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	194 114	240 414	358 756
	7	2 685 178	2 550 105	2 695 592
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(1 879 258)	(1 693 596)	(1 784 632)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	7 448 476	7 215 450	7 255 991
Autres	10	287 492	245 810	247 353
	11	7 735 968	7 461 260	7 503 344
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	128 654	50 188	84 793
Excédent de fonctionnement affecté	13	214 689	269 109	274 112
Réserves financières et fonds réservés	14	352 299	362 299	362 299
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	288 700) (	277 700) (	379 656) (
Financement des investissements en cours	16	(15 916)		(15 916)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	5 465 684	5 363 768	5 377 164
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	5 856 710	5 767 664	5 718 712

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	20		
- Récupération	21	34 251	34 251
- Caserne	22	108 358	53 938
- Lit séchage	23	126 500	126 500
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
	29	269 109	214 689
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30	5 003	10 095
	31	274 112	224 784
Réserves financières	32		
Fonds réservés	33	362 299	352 299
	34	636 411	577 083

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	1 944 447	1 964 247	2 004 450	2 004 450
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 067	6 089	5 841	5 841
Quotes-parts	3				
Transferts	4	220 453	186 339	197 733	197 733
Services rendus	5	131 230	127 370	141 031	151 715
Autres	6	74 176	53 040	94 059	96 248
	7	2 376 373	2 337 085	2 443 114	2 455 987
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	15 000			
Autres	11	21 116		84 675	84 675
	12	36 116		84 675	84 675
	13	2 412 489	2 337 085	2 527 789	2 540 662

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2015	2014
Administration générale						
Évaluation	1	65 580	65 607	65 607	65 607	55 711
Autres	2	400 893	380 382	396 524	403 501	368 403
Sécurité publique						
Police	3	140 216	146 435	146 435	146 435	158 616
Sécurité incendie	4	99 171	80 039	135 309	135 309	132 397
Autres	5	720	18	18	18	424
Transport						
Réseau routier	6	530 636	632 298	801 028	801 028	770 356
Transport collectif	7	4 905	6 014	6 014	6 014	4 437
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	205 575	190 069	329 891	329 891	341 183
Matières résiduelles	10	193 699	177 369	205 891	208 366	209 078
Autres	11	24 399	22 341	23 101	23 101	21 463
Santé et bien-être	12	21 298	23 968	24 092	24 092	53 225
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	70 910	59 572	60 223	60 223	68 207
Promotion et développement économique	14	46 190	46 190	50 244	50 244	43 397
Autres	15	12 377	45 426	63 490	63 490	19 107
Loisirs et culture	16	164 063	204 252	241 047	241 047	193 669
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	71 053	67 913	67 913	68 791	64 674
Amortissement des immobilisations	19		468 934 (	468 934)		
	20	2 051 685	2 616 827	2 616 827	2 627 157	2 504 347

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3